

## Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan

*La faiblesse des cours du pétrole et l'aggravation des conflits continuent de peser sur l'activité économique dans la région MOANAP.*

*Les perspectives de croissance de la plupart des pays exportateurs de pétrole ont été revues nettement à la baisse depuis le mois d'octobre, la débâcle se poursuivant sur le marché mondial du pétrole. Si les projections continuent d'anticiper que le taux de croissance des pays exportateurs de pétrole passera de 2 % en 2015 à 3 % cette année, c'est surtout en raison de l'accroissement de la production pétrolière en Iraq, et en Iran, suite à la levée des sanctions dont ce pays faisait l'objet. L'activité économique devrait encore ralentir dans les pays du CCG, d'après les projections. Malgré les mesures ambitieuses d'assainissement budgétaire mises en œuvre cette année, les soldes budgétaires se détérioreront sous l'effet de la chute marquée des cours du pétrole. Un nouvel effort appréciable s'impose à moyen terme pour réduire les déficits afin de rétablir la viabilité budgétaire et, dans le cas des pays du CCG, soutenir les parités fixes. Il est également important de veiller à ce que le secteur privé puisse créer suffisamment de débouchés pour une population jeune et croissante à un moment où la création d'emplois dans le secteur public sera limitée. Cela nécessitera de profondes réformes structurelles pour améliorer les perspectives à moyen terme et faciliter la diversification économique. Les dirigeants de la plupart des pays sont de plus en plus déterminés à relever activement les défis que posent les aléas des cours du pétrole.*

*Après quatre années de stagnation, l'activité économique commence à s'intensifier dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP, mais de façon progressive et inégale. Le taux de croissance, qui est passé de 3 % sur la période 2011–14 à 3¾ % en 2015, devrait se maintenir aux alentours de ce niveau en 2016–17. La baisse des cours du pétrole, un resserrement budgétaire moins important et le regain de confiance résultant de l'avancement des réformes engagées récemment accompagnent ce redressement. Des problèmes de sécurité et des tensions sociales persistent toutefois, et les répercussions négatives des conflits régionaux — y compris les pressions économiques liées à l'accueil des réfugiés — et, plus récemment, le ralentissement observé dans les pays du CCG pèsent sur les perspectives économiques. Les réformes des subventions généralisées à l'énergie ont permis de stabiliser la dette publique et de préserver la stabilité macroéconomique, tandis que l'amélioration et le ciblage des dispositifs de sécurité ont permis de protéger les populations vulnérables. De nouvelles mesures d'assainissement budgétaire sont toutefois nécessaires pour engager fermement la dette publique sur une trajectoire viable et reconstituer les marges de manœuvre. Dans certains cas, une plus grande flexibilité du taux de change permettrait aussi de réduire les vulnérabilités et d'améliorer la compétitivité. Une intensification des réformes structurelles dans le secteur des entreprises et des échanges commerciaux, ainsi que sur les marchés du travail et des capitaux, est indispensable pour améliorer les perspectives économiques, relever les niveaux de vie et créer les emplois fort nécessaires.*

Croissance du PIB réel, 2014–17

	Exportateurs de pétrole MOANAP	CCG	Iran	Pays en conflit <sup>1</sup>	Importateurs de pétrole
2014	2,7	3,5	4,3	-4,8	2,9
2015	1,9	3,3	0,0	-2,0	3,8
2016	2,9	1,8	4,0	5,4	3,5
2017	3,1	2,3	3,7	5,4	4,2

Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

<sup>1</sup> Les pays en conflit incluent l'Iraq, la Libye et le Yémen. Les données pour la Syrie ne sont pas disponibles.

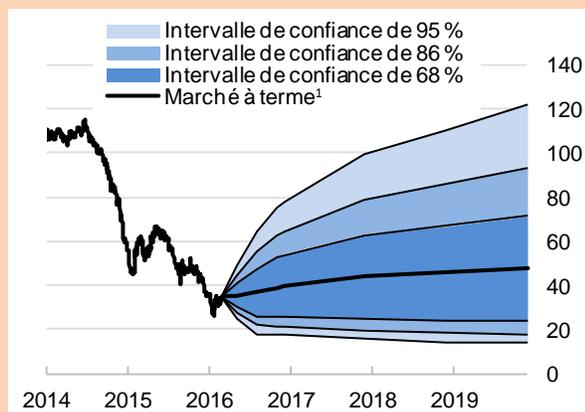
## Pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP : ajustement au pétrole moins cher

### La nouvelle réalité du marché pétrolier

Les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP ont bénéficié d'importants excédents extérieurs et budgétaires et d'une expansion économique rapide au cours de la dernière décennie grâce à l'envolée des cours du pétrole. Mais, ceux-ci ayant plongé ces dernières années, les excédents ont cédé la place à des déficits, et la croissance s'est ralentie, ce qui a fait naître des craintes quant aux risques de chômage et de problèmes financiers. Que devrait faire la région pour s'adapter à la nouvelle réalité pétrolière ?

La chute des cours du pétrole survenue depuis la mi-2014 a été spectaculaire : les prix ont baissé de près de 70 % pour s'établir aux alentours de 40 dollars le baril. Les marchés à terme n'anticipent qu'une légère remontée à 50 dollars le baril d'ici la fin de la présente décennie, mais cette prévision est entourée de beaucoup d'incertitude (graphique 1). Cette faible évolution attendue des cours s'explique par le fait que l'offre mondiale de pétrole ne devrait fléchir que lentement, car l'Iran relance ses exportations et les autres pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP maintiennent un niveau élevé de production dans le contexte d'une croissance mondiale médiocre.

Graphique 1  
**Cours du Brent**  
(Dollars/baril)



Sources : Bloomberg; calculs des services du FMI.

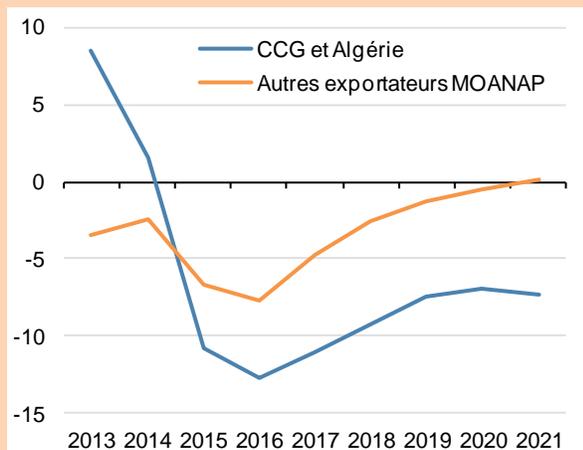
<sup>1</sup>Valeurs calculées à partir des prix à terme et des options le 2 mars 2016. Le prix moyen du baril de pétrole était de 50,79 dollars en 2015; le prix supposé à partir des marchés à terme est de 34,75 dollars en 2016 et de 40,99 dollars en 2017.

### D'importantes pertes de recettes

La baisse prévue des cours du pétrole implique que les recettes pétrolières seront faibles pendant les années à venir, ce qui réduira considérablement la capacité de dépense des États. Les recettes d'exportation des pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP ont diminué de 390 milliards de dollars en 2015 (17½ % du PIB). Malgré la compensation partielle liée à l'allègement de la facture des importations du fait de la modération des cours des matières premières hors pétrole, le solde des transactions courantes combiné des pays du CCG et de l'Algérie est passé d'un excédent confortable à un déficit attendu d'environ 8 % du PIB en 2016. Le déficit des autres pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP devrait, selon les projections, atteindre 4¾ % du PIB cette année. Le solde des transactions courantes ne devrait s'améliorer que progressivement à moyen terme sous l'effet d'une légère remontée des cours et des mesures d'ajustement budgétaire mises en œuvre.

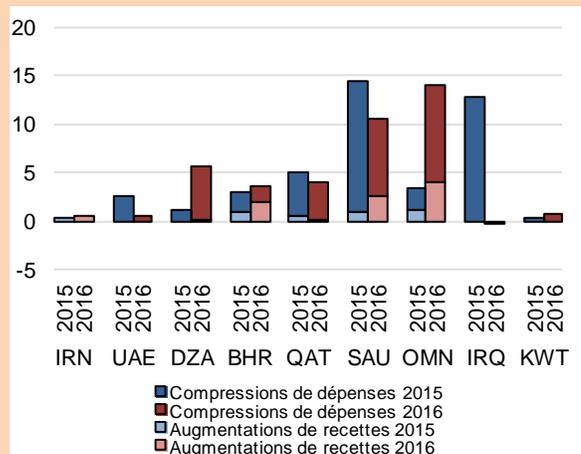
À l'image des fortes pertes de recettes d'exportation, les soldes budgétaires se sont considérablement détériorés (graphique 2). Les amples excédents des pays du CCG et de l'Algérie ont cédé la place à d'importants déficits, qui, d'après les projections, devraient atteindre en moyenne 12¾ % du PIB en 2016 et se maintenir à 7 % à moyen terme malgré la mise en œuvre de vastes mesures de réduction des déficits. Le déficit global des autres pays exportateurs de la région MOANAP — dans l'ensemble moins tributaires du pétrole, mais disposant de volants budgétaires plus restreints — devrait, selon les projections, représenter en moyenne 7¾ % du PIB en 2016 et se résorber progressivement avant la fin de la décennie sous l'effet de l'accroissement de la production pétrolière et de l'atténuation attendue des conflits.

Graphique 2  
**Solde budgétaire global**  
(Pourcentage du PIB)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.  
Note : La Libye est exclue des autres exportateurs MOANAP.

Graphique 3  
**Mesures de rééquilibrage budgétaire, 2015–16**  
(Pourcentage du PIB non pétrolier)



Sources : autorités nationales; estimations des services du FMI.  
Note : DZA désigne l'Algérie. Mesures de rééquilibrage budgétaire telles que définies par les équipes-pays du FMI.

### Ajustement en cours

La plupart des pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP ont procédé à un ajustement budgétaire sans précédent pour faire face au choc des cours du pétrole. L'année dernière, beaucoup d'entre eux ont pris des mesures importantes pour réduire leur déficit tout en puisant, le cas échéant, dans leurs marges de sécurité financière, ou en empruntant pour faciliter l'ajustement. Au vu des budgets de cet exercice, l'ajustement est appelé à s'intensifier (graphique 3).

L'ajustement a surtout consisté jusqu'à présent à réduire les dépenses, mais le recours à de nouvelles sources de recettes publiques est aussi envisagé. L'Algérie, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, l'Iraq et, dans une moindre mesure, Oman, ont privilégié les réductions de dépenses en capital. La réduction des dépenses courantes constitue un aspect important du processus d'ajustement à Bahreïn, à Oman et au Qatar. De nouvelles mesures sont prises actuellement pour accroître les recettes publiques à Oman (augmentation de l'impôt sur les sociétés), à Bahreïn (taxes sur le tabac et l'alcool) et en Iran (réduction des exonérations et amélioration de l'administration fiscale). Les pays du CCG envisagent d'adopter une TVA au cours des prochaines années.

Fait significatif, beaucoup de pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP ont engagé des réformes importantes des prix de l'énergie en réponse à la baisse des cours du pétrole. La plupart des pays du CCG ont augmenté les tarifs des carburants, de l'eau et de l'électricité, et certains ont annoncé de nouvelles hausses dans les années à venir. Les Émirats arabes unis et Oman ont mis en place des mécanismes de fixation automatique des prix. En dehors du CCG, l'Algérie a récemment relevé les prix des carburants, de l'électricité et du gaz naturel, et l'Iran a augmenté les prix des carburants. Les prix locaux de l'énergie n'en demeurent pas moins très inférieurs aux prix de référence mondiaux dans la plupart des pays (graphique 4). Les dispositifs de soutien ciblés devront être renforcés pour limiter l'impact de ces réformes sur les populations vulnérables.

L'Algérie et l'Iran ont laissé leur monnaie se déprécier parallèlement à l'ajustement budgétaire. Cela a gonflé les recettes budgétaires en monnaie locale tirées des exportations pétrolières, mais les gains budgétaires ne seront durables qu'à condition que les dépenses, notamment la masse salariale publique, n'augmentent pas sous l'effet de la dépréciation. L'importance de leurs avoirs extérieurs nets a permis aux pays du CCG de maintenir les régimes de parité fixe qu'ils appliquent depuis longtemps. Les pressions exercées sur ces taux fixes

sur les marchés des changes à terme se sont intensifiées ces derniers mois bien que les marchés à terme soient assez illiquides et que la plupart des pays du CCG disposent de vastes réserves.

### De nouvelles mesures budgétaires s'imposent

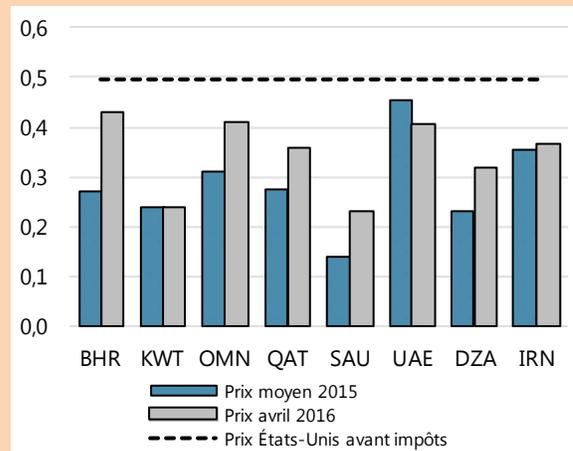
Malgré les mesures annoncées, les situations budgétaires restent difficiles à moyen terme étant donné la faiblesse persistante attendue des cours du pétrole (graphique 2). Les déficits budgétaires cumulés des pays du CCG et de l'Algérie devraient, d'après les projections, atteindre près de 900 milliards de dollars sur la période 2016–21. L'Algérie, l'Arabie saoudite, Bahreïn et Oman deviendront débiteurs au cours de ces années, leurs besoins de financement devant dépasser les réserves liquides dont ils disposent actuellement. Les projections prévoient aussi que les budgets de presque tous les pays non membres du CCG seront toujours déficitaires à la fin de la présente décennie.

De nouvelles mesures d'économie sont nécessaires à moyen terme pour rétablir la viabilité budgétaire, reconstituer les réserves et épargner suffisamment pour les générations futures. Des mesures ambitieuses d'assainissement des finances publiques s'imposent aussi dans les pays du CCG pour soutenir les régimes de taux de change fixe. Le calendrier et la teneur de ces mesures devraient être conçus de manière à limiter leur impact à court terme sur la croissance tout en améliorant l'équité et les perspectives à moyen terme. Des mesures structurelles (voir plus loin) peuvent compléter les efforts d'ajustement budgétaire.

Un ajustement budgétaire important impliquera inévitablement des choix difficiles et imposera notamment de repenser le rôle et la taille du secteur public et de revoir le contrat social. Il est possible de réduire les dépenses publiques, qui ont considérablement augmenté pendant la flambée des prix du pétrole, et de lever de nouvelles recettes. Par rapport aux autres pays émergents et pays en développement, les pays du CCG consacrent, en moyenne, deux fois plus de ressources à la masse salariale publique et près de 50 % de plus (en part de PIB) à l'investissement public. De nouvelles réformes des tarifs de l'énergie pourraient permettre d'épargner

quelque 2 % du PIB. Les efforts d'amélioration des

Graphique 4  
Prix de l'essence super  
(Dollars/litre)



Sources : autorités nationales; EIA; estimations des services du FMI.  
Note : DZA désigne l'Algérie. Oman et les Émirats arabes unis ont adopté des formules de calcul automatique des carburants.

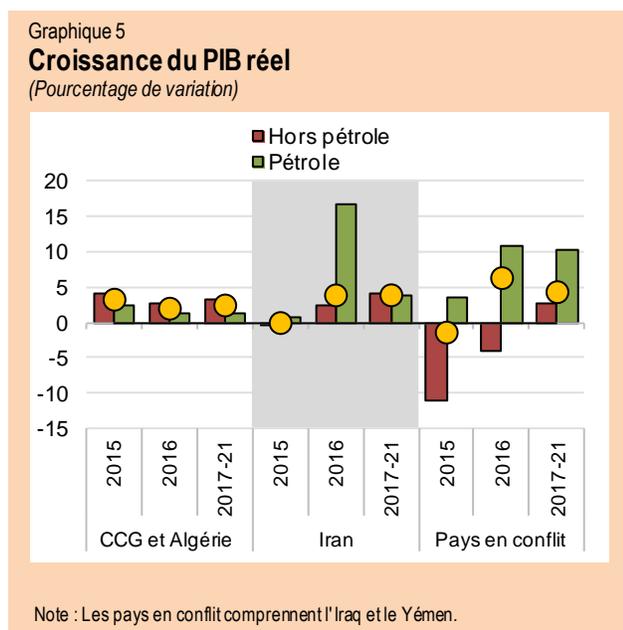
recettes devraient principalement porter sur la conception de régimes fiscaux à large assiette. L'adoption d'une TVA de 5 % pourrait, par exemple, rapporter l'équivalent d'environ 1½ % du PIB<sup>1</sup>.

Les déficits sont actuellement financés en puisant dans les avoirs et en émettant des titres d'emprunt. Après les ponctions importantes effectuées l'année dernière dans l'épargne financière, certains pays émettront sans doute davantage de titres cette année. Les gouvernants doivent trouver un juste équilibre entre l'utilisation des réserves, l'émission d'obligations — qui favorise le développement des marchés nationaux de capitaux, mais risque d'évincer l'investissement privé — et le recours à l'emprunt extérieur. Les coûts de financement ont cependant augmenté sous l'effet de la baisse des cours du pétrole et de la hausse des taux d'intérêt aux États-Unis. Plusieurs notations souveraines ont été revues à la baisse. Les écarts de couverture des défaillances (CDS) se sont élargis, mais ils restent bien loin des pics atteints pendant la crise financière mondiale.

<sup>1</sup>Voir FMI (à paraître) «*Learning to Live with Cheaper Oil*» et FMI (2015) «*Tax Policy Reforms in the GCC Countries: Now and How?*».

## Nette dégradation des perspectives de croissance

L'effondrement des cours du pétrole met à mal les perspectives de croissance des pays exportateurs de la région MOANAP. La baisse des cours et le durcissement des politiques budgétaires ont conduit à revoir sensiblement à la baisse les projections de croissance pour presque tous ces pays, depuis octobre dernier. Un ralentissement plus marqué de la croissance est maintenant attendu dans les pays du CCG et en Algérie, notamment du fait du durcissement des politiques budgétaires, d'une perte de confiance de la part du secteur privé et d'une moindre liquidité du système bancaire (graphique 5).



Cependant, l'accroissement de la production pétrolière et de l'activité économique dans les autres secteurs en Iran, après la levée des sanctions<sup>2</sup>, et la reprise de l'activité projetée en Libye et au Yémen dans l'hypothèse d'un apaisement progressif des conflits devraient, selon les projections, porter le taux de croissance global des pays exportateurs de pétrole

<sup>2</sup>Pour plus de détails sur les effets économiques de l'atténuation des sanctions imposées à l'Iran, voir l'édition d'octobre 2015 des PER, consultable à partir du site [www.imf.org](http://www.imf.org).

de la région MOANAP de 1,9 % l'année dernière à 2,9 % en 2016 et 3,1 % en 2017.

Les prévisions de croissance à moyen terme ont été revues à la baisse dans la plupart des pays, car les cours du pétrole, selon les projections, resteront faibles et le durcissement de l'action budgétaire devrait peser sur l'activité économique. D'après les projections actuelles, le taux de croissance hors pétrole devrait atteindre 3¼ % dans les pays du CCG au cours des cinq prochaines années, soit un net recul par rapport aux 7¾ % enregistrés sur 2006–15.

## Risques baissiers

Les risques qui pèsent sur ces perspectives d'évolution sont principalement baissiers. Les mesures prévues pour réduire les déficits budgétaires pourraient freiner la croissance davantage que prévu, compte tenu notamment du durcissement des conditions financières. Les mesures d'assainissement des finances publiques mises en œuvre jusqu'à présent dans certains pays n'ont pas encore permis de rétablir la viabilité budgétaire, ce qui peut affecter la confiance et accroître l'incertitude. La récente remontée des cours du pétrole pourrait se traduire par une certaine amélioration. Cependant, l'offre mondiale de pétrole restant supérieure à la demande, une nouvelle chute des cours ne peut être exclue, surtout dans le cas d'un ralentissement plus marqué de la croissance chinoise. Un autre risque est lié aux conflits régionaux qui pourraient se prolonger au risque de perturber l'activité économique. Une hausse plus rapide que prévu des taux d'intérêt américains alourdirait encore la charge de la dette extérieure et favoriserait une hausse des taux d'intérêt locaux.

Les risques financiers internes augmentent également. Dans le contexte d'une détérioration des soldes budgétaires et d'un ralentissement de l'activité économique, les dépôts bancaires des secteurs public et privé stagnent, ce qui réduit la liquidité du système financier (graphique 6). Les taux directeurs ont, parallèlement, été relevés en Arabie saoudite, à Bahreïn, dans les Émirats arabes unis et au Koweït après la hausse des taux d'intérêt décidée par la Réserve fédérale en décembre 2015. Il en résultera un ralentissement de la croissance du crédit au secteur privé. Les autorités ont réduit les pressions pesant sur

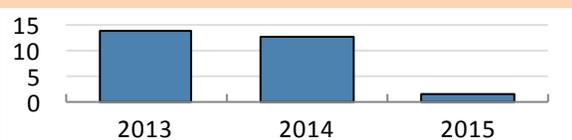
les liquidités en augmentant les ratios prêts/dépôts (Arabie saoudite), en annulant les adjudications de titres du Trésor (Qatar) et en se disposant à réactiver les facilités de prêt de la banque centrale (Algérie). La qualité des avoirs bancaires risque de se dégrader sous l'effet du ralentissement de l'activité économique hors pétrole qui érode la rentabilité des banques, bien que les fonds propres restent solides dans l'ensemble.

La montée des risques appelle à un renforcement de la surveillance et des politiques financières. Il faut en priorité concevoir et mettre en œuvre des mesures permettant d'observer et de gérer efficacement les liquidités, rendre opérationnelles les facilités de crédit des banques centrales, développer des régimes de garantie appropriés et renforcer les stratégies de gestion de la dette publique. Le développement des activités transfrontalières des banques impose une plus étroite coopération entre les autorités de surveillance nationales et étrangères.

Graphique 6

### Croissance des dépôts dans le CCG et en Algérie

(Pourcentage de variation, glissement annuel)



Sources : données des autorités; estimations des services du FMI.  
Note : données pondérées à partir des PIB en PPA.

## Besoin urgent de réduire la dépendance pétrolière

La nette détérioration des perspectives de croissance à moyen terme liée à l'effondrement des cours du pétrole rend encore plus urgent la nécessité de réduire la dépendance à l'égard du pétrole. Le modèle de croissance actuel qui repose sur la redistribution des ressources par les pouvoirs publics n'est plus viable en raison des mesures de consolidation budgétaire et de l'accroissement rapide des populations actives. Les pressions budgétaires empêcheront le secteur public d'absorber tous les nouveaux arrivants sur le marché du travail.

Il est donc indispensable d'approfondir les réformes structurelles pour favoriser la diversification et la croissance des secteurs non pétroliers en vue de créer des emplois pour la population active en expansion rapide<sup>3</sup>. La création d'emplois et la croissance dans les pays exportateurs de pétrole de la région auront aussi d'importantes retombées positives pour leurs partenaires commerciaux, qui bénéficieront d'un accroissement des échanges et des envois de fonds. Les réformes doivent notamment viser en priorité à améliorer encore l'environnement des entreprises, réduire l'écart entre les salaires du secteur public et du secteur privé et mieux adapter l'éducation et les qualifications aux besoins du marché. La privatisation des entreprises publiques aurait des effets positifs sur la productivité et l'efficacité — l'Arabie saoudite et Oman, par exemple, ont fait connaître leur intention de privatiser certains avoirs publics.

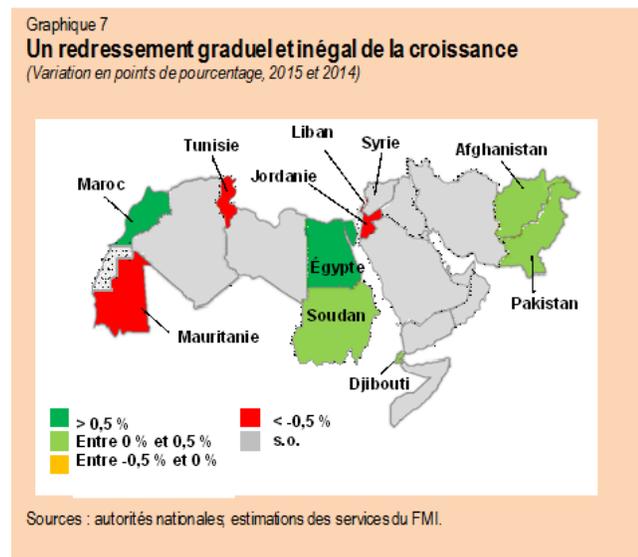
Parallèlement, les dividendes de la croissance en Iran, après la levée des sanctions, dépendent de façon déterminante de la mise en œuvre des réformes intérieures indispensables. Dans les pays en conflit (Iraq, Libye, Yémen), l'amélioration de la sécurité est une condition préalable à la poursuite du développement et de la diversification (encadré 1).

<sup>3</sup>Pour plus de détails sur la diversification au sein du CCG, voir Cherif, R., F. Hasanov et M. Zhu (2016) «*Breaking the Oil Spell: the Gulf Falcons' Path to Diversification*».

## Pays importateurs de pétrole de la région MOANAP : une reprise économique progressive mais inégale

### Activité économique en hausse

Depuis le début des transitions politiques en 2011, les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP ont du mal à offrir l'amélioration du niveau de vie et de l'accès aux possibilités commerciales et à l'emploi que réclament leurs populations. Les réformes effectuées récemment ont permis de préserver la stabilité macroéconomique. Mais, à 10 %, le taux de chômage reste élevé, et il l'est encore plus pour les jeunes (25 %). Renforcer la croissance économique et la rendre plus inclusive reste donc un objectif hautement prioritaire.



La reprise de l'activité économique observée depuis peu dans certains pays est un premier pas. La croissance a été en moyenne de 3¾ % en 2015, contre 3 % sur la période 2011–14 (graphique 7). La baisse des prix du pétrole, le moindre effet de freinage de l'assainissement budgétaire, les gains de confiance attribuables aux récentes réformes — y compris celles visant à réduire les déficits budgétaires et à améliorer le climat des affaires (Maroc, Pakistan) — ont

accompagné la reprise, aidant en cela à contrer l'effet négatif de la montée des risques sécuritaires et des répercussions des conflits régionaux — dont l'afflux massif de réfugiés (encadré 1) et les perturbations des échanges — ainsi que le ralentissement de la croissance chez les partenaires commerciaux exportateurs de pétrole (pays du CCG).

Le taux de croissance moyen devrait se maintenir proche de 4 % en 2016–17. La hausse de l'investissement s'intensifie peu à peu en lien avec les réformes des subventions effectuées récemment et la baisse des cours du pétrole qui ont accru les possibilités de dépense en faveur des infrastructures publiques. La consommation affiche une croissance soutenue grâce essentiellement aux importantes masses salariales publiques. L'épargne liée à la chute des cours du pétrole (depuis les réformes des subventions énergétiques, la plupart des pays répercutent l'évolution des cours mondiaux du pétrole sur le prix des carburants à la pompe — graphique 8) soutient aussi la consommation, ce qui compense la baisse des recettes issues des envois de fonds en raison de la diminution des flux et de l'appréciation des monnaies par rapport à l'euro. En même temps, les risques sécuritaires et les retombées des conflits continuent de peser sur la demande intérieure.

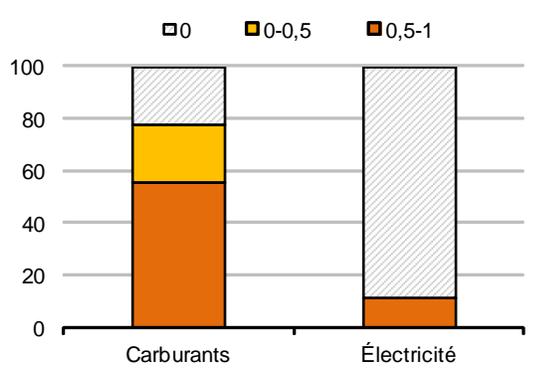
La reprise de l'activité économique se poursuit de manière inégale. En 2015, les exportations de la Mauritanie ont ralenti du fait de la baisse des cours du minerai de fer et de l'affaiblissement de la demande chinoise. En Tunisie, l'aggravation des menaces pesant sur la sécurité a affecté la confiance et le tourisme. Les retombées du conflit syrien ont nui à la confiance en Jordanie et exacerbé, au Liban, les difficultés liées à l'impasse politique interne et à l'absence de réformes structurelles. En Égypte, la croissance

est bridée par les inquiétudes sécuritaires et la montée des vulnérabilités extérieures (voir plus loin). L'activité économique devrait aussi ralentir au Maroc sous l'effet de la baisse de la production agricole.

Graphique 8

### Les cours du brut se répercutent davantage sur les carburants que sur l'électricité<sup>1</sup>

(Proportion de l'échantillon total, prévisions fin juin 2016)



Source : estimations des services du FMI.

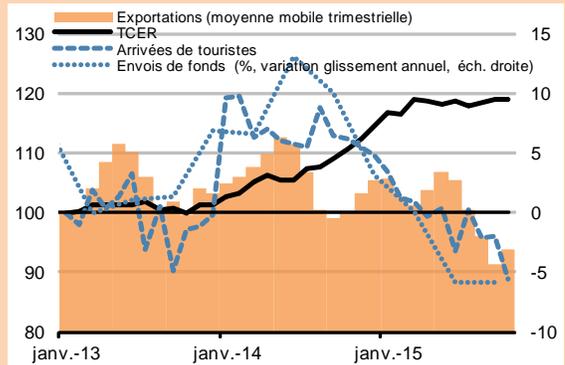
<sup>1</sup>La période étudiée est celle du repli des cours de septembre 2014 à fin juin 2016.

Les positions extérieures s'affaiblissent en raison du ralentissement des exportations et des envois de fonds, mais elles sont soutenues par la baisse de la facture énergétique. Les exportations de marchandises diminuent — surtout celles destinées à la zone euro et à la Chine (35 % et 5 % des exportations de la région, respectivement) (graphique 9). Dans le contexte d'une stabilité de la demande émanant des principaux marchés d'exportation de la région, ceci dénote d'une érosion de la compétitivité—coûts (confirmée par l'appréciation des taux de change réels), qui, avec la montée des inquiétudes sécuritaires, a également réduit les recettes générées par les touristes en provenance de la zone euro. La baisse des envois de fonds renforce ces pressions. D'après les projections, le déficit extérieur courant de la région devrait rester inchangé en 2016, pour la troisième année consécutive (à 4½ % du PIB). La baisse des importations (de produits énergétiques surtout), soutenue par la stabilité des flux financiers, doit permettre d'augmenter d'un mois la couverture assurée par les réserves et la porter à 6¼ mois d'importations.

Graphique 9

### Repli des exportations, du tourisme et des envois de fonds

(Indice valeurs, janv. 2010 = 100)



Sources : autorités nationales; Bloomberg, LP; calculs des services du FMI.

Note : Les exportations et les envois de fonds sont mesurés en dollars. Les exportations sont exprimées aux taux de change constants de janvier 2010.

La couverture assurée par les réserves internationales est très faible dans certains cas. En Égypte, où le solde des transactions courantes se dégrade, puisqu'il est passé d'un quasi-équilibre en 2014 à un déficit attendu de 5¼ % du PIB en 2016, les réserves couvrent 3 mois d'importations. Dans ces conditions, la dépréciation de la monnaie nationale, de 13 % par rapport au dollar en mars 2016, est une bonne nouvelle. Au Soudan, l'accès limité aux financements extérieurs et le processus de réduction des risques engagé par les banques internationales ont compliqué l'ajustement et maintenu les réserves internationales à un faible niveau.

### Net recul de l'inflation

Le net recul de l'inflation amorcé à la mi-2014 devrait se poursuivre, son taux devant tomber à 6 % cette année, d'après les projections, soit une baisse de 1 point de pourcentage par rapport à l'année dernière et de 3½ points depuis 2014. Cette évolution tient, entre autres, surtout à la baisse des prix de l'alimentation et de l'énergie (là où le repli des prix internationaux s'est répercuté localement) et à l'appréciation des monnaies nationales par rapport à celles des principaux partenaires pour les importations — Chine et zone euro (15 % et 25 % des importations, respectivement). La poursuite de la suppression progressive des subventions

énergétiques (y compris pour l'électricité), la monétisation des déficits budgétaires et, dans certains cas, la dépréciation des monnaies empêchent une baisse plus rapide de l'inflation.

### Les risques baissiers dominant

D'importants risques baissiers pèsent sur les perspectives économiques. Une aggravation de la situation sécuritaire ou des tensions sociales, l'apparition d'une certaine lassitude à l'égard des réformes ou l'amplification des retombées des conflits régionaux pourraient compromettre la mise en œuvre des politiques et affaiblir l'activité économique. Les risques extérieurs baissiers se sont aussi intensifiés depuis le mois d'octobre. Un durcissement et une plus grande volatilité de la situation financière mondiale — résultant de l'évolution du taux d'intérêt américain et des turbulences qui ont affecté récemment les marchés financiers mondiaux — pourraient faire monter les coûts des emprunts extérieurs, affecter les taux d'intérêt intérieurs et ralentir les entrées de capitaux. Le ralentissement de la croissance en Chine pourrait réduire le financement des infrastructures (Égypte, Pakistan) et augmenter les pressions pesant sur les cours des matières premières, ce qui réduirait les réserves internationales des pays exportateurs de ces produits (notamment la Mauritanie). L'affaiblissement de la croissance dans les pays du CCG pourrait freiner les envois de fonds, le tourisme, les exportations, l'investissement et l'aide financière publique. Un fléchissement de la croissance dans la zone euro ou dans les pays émergents aurait des effets similaires. Du côté positif, la croissance pourra être stimulée si les réformes entreprises dans les pays provoquent rapidement un regain de confiance.

### Des situations budgétaires qui s'améliorent, mais restent vulnérables

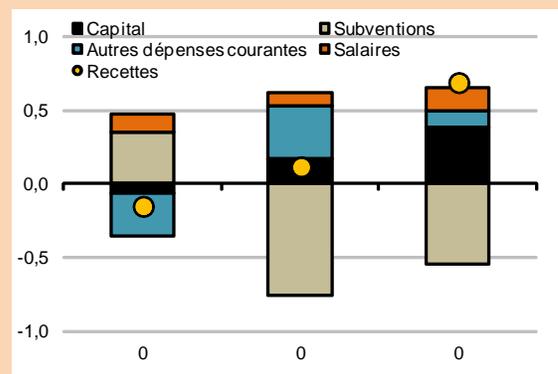
Les efforts budgétaires concertés et la baisse des cours du pétrole ont permis de réduire les déficits budgétaires. Le déficit moyen dans la région devrait tomber à 6½ % du PIB en 2016 après avoir culminé à 9½ % en 2013. Cette

amélioration tient surtout aux réformes des subventions (graphique 10). Là où les réformes ne sont pas achevées (Égypte, Soudan, Tunisie), la baisse des cours du pétrole a réduit la facture des subventions énergétiques. Dans certains cas, elle a aussi amélioré le bilan des entreprises publiques — surtout dans le secteur de l'électricité (Jordanie, Pakistan) — en réduisant leurs emprunts auprès du système bancaire et leurs arriérés. Pour réduire l'effet négatif de l'assainissement des finances publiques sur la croissance et stimuler la création d'emplois, une partie des économies réalisées grâce à la réduction des subventions énergétiques est utilisée pour financer des dépenses dans les infrastructures, la santé et l'éducation, ainsi qu'une aide sociale ciblée et la masse salariale (Égypte, Maroc, Pakistan, Tunisie).

Graphique 10

#### Variation des dépenses et recettes publiques

(Pourcentage du PIB, variation par rapport à l'année précédente)



Sources : autorités nationales; estimations des services du FMI.

Dans le contexte de fortes pressions sur les dépenses et de risques de détérioration des perspectives de croissance, la poursuite de l'assainissement des finances publiques constitue un défi. Les pressions sur les dépenses s'intensifient avec le besoin de résoudre les tensions sociales et la montée des coûts des services publics de base, sous l'effet notamment de l'accroissement du nombre des réfugiés (Jordanie, Liban).

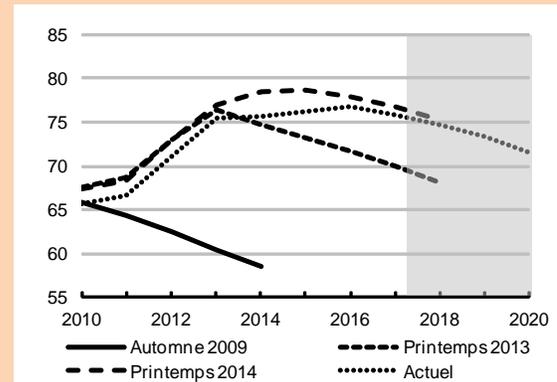
Les recettes fiscales pâtissent d'une baisse des recettes tirées des taxes *ad valorem* sur les carburants (Jordanie) et des insuffisances du recouvrement de l'impôt.

Les recettes devraient augmenter cette année avec la suppression d'exonérations (Pakistan), la réduction des niches fiscales, les réformes de l'impôt sur le revenu (Jordanie), l'augmentation des impôts sur la consommation et le renforcement des administrations fiscales. Beaucoup de ces réformes n'ont toutefois pas encore été mises en œuvre, et des crises inattendues ou une baisse de la croissance pourraient compromettre ces efforts. L'aide financière apportée par les pays du CCG devrait aussi ralentir en même temps que leur activité économique.

Malgré leur récente stabilisation, les ratios de dette publique restent élevés, surtout en Égypte, en Jordanie et au Liban, où ils se situent entre 90 % et 145 % du PIB (graphique 11). Ces ratios importants ébranlent la confiance des investisseurs, surtout dans le contexte de la volatilité des marchés financiers mondiaux et de l'accroissement des coûts du service de la dette et des besoins de financement. En l'absence d'un approfondissement des marchés financiers, la forte concentration des prêts sur le secteur public pourrait présenter des risques pour la stabilité du système bancaire, qui est resté liquide, capitalisé et rentable malgré l'augmentation récente du nombre des prêts improductifs provoquée par la faiblesse de l'activité économique.

L'assainissement des finances publiques doit être poursuivi pour mettre la dette sur une trajectoire viable. Des mesures fiscales ciblant les tranches supérieures de revenu et un recouvrement plus efficace de l'impôt — par l'adoption d'un système reposant sur les nouvelles technologies — peuvent faire avancer l'assainissement budgétaire en ayant un plus faible impact sur la croissance que des mesures de dépenses. La faiblesse des cours du pétrole fournit l'occasion d'achever les réformes des

Graphique 11  
**Dette publique : enfin orientée à la baisse?**  
(Pourcentage du PIB)



Sources : autorités nationales; estimations des services du FMI.

subventions énergétiques figurant dans les budgets et de réduire les pertes des entreprises publiques du secteur de l'énergie en allant de l'avant avec la fixation automatique des prix. Le contexte sociopolitique actuel rend difficile la réduction des importantes masses salariales publiques, mais celles-ci pourraient être maîtrisées à l'aide de réformes de la fonction publique et des retraites qui libéreraient des ressources pour les services de base et les infrastructures, en stimulant la croissance du secteur privé et en créant considérablement plus de possibilités d'emplois que celles que peut offrir le secteur public. Une meilleure gestion des finances publiques peut aussi améliorer l'efficacité. Là où les vulnérabilités sont grandes, les gains budgétaires devraient être économisés pour constituer des marges de manœuvre permettant de faire face à des chocs adverses.. Là où il existe déjà de solides marges de manœuvre, les gains pourraient être en partie utilisés pour financer des dépenses propices à la croissance qui créeraient aussi des emplois. Une plus grande flexibilité des taux de change appuierait l'assainissement budgétaire en absorbant partiellement les chocs extérieurs, et elle améliorerait les positions extérieures en renforçant la compétitivité.

### **Création d'emplois et amélioration des niveaux de vie**

Outre la stabilité macroéconomique, une croissance beaucoup plus forte et plus inclusive est nécessaire pour créer des emplois et améliorer les niveaux de vie. Des réformes structurelles ciblées sont indispensables pour stimuler la croissance<sup>4</sup>. Une meilleure protection des droits des investisseurs, des infrastructures plus efficaces et de meilleure qualité ainsi qu'une réforme des réglementations peuvent permettre de réduire le coût des activités commerciales et

les goulets d'étranglement de l'offre qui freinent la productivité. Il est crucial d'améliorer l'efficacité des marchés du travail et d'adapter l'éducation aux besoins du secteur privé pour réduire le chômage et accroître la productivité des travailleurs. Une extension du champ couvert par les bureaux d'information sur le crédit faciliterait l'accès aux moyens de financement. Enfin, une plus grande ouverture commerciale peut permettre aux pays de s'intégrer dans les chaînes mondiales d'approvisionnement manufacturier qui sont créatrices d'emplois.

---

<sup>4</sup>Voir Mitra *et al.* (2016) «*Avoiding the New Mediocre: Raising Long-Term Growth in the Middle East and Central Asia*», consultable à partir du site [www.imf.org](http://www.imf.org).

## Encadré 1. Feuille de route pour aider les pays à sortir des conflits

De violents conflits continuent d'affliger la région MOANAP. Leur coût humain est considérable. Les Nations Unies estiment, pour la Syrie uniquement, à 250.000 le nombre de tués et à plusieurs millions le nombre de déplacés. Plus de 600.000 personnes ont fui le pays entre octobre 2015 et mars 2016, portant à près de 5 millions le nombre de réfugiés syriens. En même temps, des acteurs non étatiques violents ont effectué plus d'une trentaine d'attaques contre la population civile dans la région (en dehors de la Syrie), tuant plus de 800 personnes et blessant des centaines d'autres. Ces groupes sont aussi responsables d'attaques perpétrées dans le monde entier.

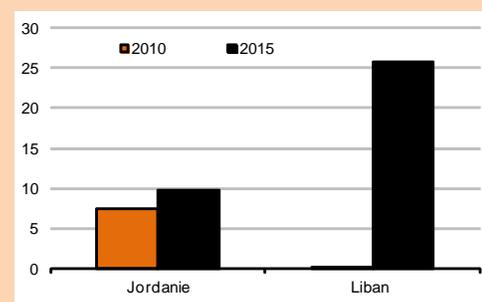
Les coûts déjà colossaux en Iraq, en Libye, en Syrie et au Yémen continuent d'augmenter. L'intensité de la violence a entraîné une pénurie de denrées alimentaires et d'autres produits de première nécessité, endommagé des infrastructures et des institutions, fait monter l'inflation, nuire à l'épargne et aggravé les positions budgétaires et extérieures. L'impact économique est important. Sous l'effet de ce conflit prolongé, le PIB syrien est aujourd'hui inférieur de plus de la moitié à ce qu'il était avant le début des hostilités, tandis que la contraction du PIB réel par habitant du Yémen est estimée à plus de 40 % depuis 2010. En réduisant les ressources et en les détournant des dépenses et transferts sociaux indispensables ainsi que des dépenses d'équipement, les conflits compromettent les perspectives économiques des pays.

D'autres pays de la région ont été notablement affectés par les répercussions de ces conflits. L'accueil d'un grand nombre de réfugiés a soumis leurs budgets, infrastructures et services publics à d'énormes pressions. La détérioration de la sécurité et de la confiance a aussi pesé sur les échanges, l'investissement et le tourisme et affaibli, ainsi, la croissance. La Banque mondiale estime que, depuis son déclenchement, le conflit syrien a amputé chaque année la croissance du PIB réel du Liban de près de 3 points de pourcentage et que l'aggravation de la crise en Syrie et en Iraq en 2015 a eu aussi un effet négatif sur la croissance économique en Jordanie. Du fait de ces conflits, les pays de la région sont en outre de moins en moins disposés à entreprendre les réformes politiquement difficiles, mais nécessaires.

Les pays de la région se sont adaptés aux circonstances de diverses façons. Par exemple, les exportateurs libanais qui ont vu chuter la demande émanant de Syrie ont trouvé de nouveaux débouchés depuis.

Pour répondre aux besoins des réfugiés et des communautés qui les hébergent, les pays d'accueil ont pris, en coopération avec les Nations Unies et d'autres organismes d'aide, un certain nombre de dispositions telles que l'octroi de subventions temporaires à l'emploi, l'expansion de la scolarisation des réfugiés, la fourniture d'un soutien aux autorités locales pour la prestation des services publics et divers projets d'infrastructure<sup>5</sup>.

Graphique 1.1  
Réfugiés  
(Pourcentage de la population totale<sup>1</sup>)



Sources : UNHCR, estimations des services du FMI.

<sup>1</sup>Total de réfugiés inscrits et de personnes se trouvant dans une situation assimilable. En Jordanie, il est estimé que le nombre de réfugiés non inscrits est aussi élevé que celui des réfugiés inscrits.

La communauté internationale doit accroître et mieux coordonner son aide face à la montée des coûts des conflits. En dehors de l'aide humanitaire, l'aide au développement devrait impliquer la fourniture d'un appui à long terme pour reconstruire les infrastructures dans les pays en guerre et renforcer la résilience dans l'ensemble de la région. Les besoins de financement sont considérables, les pays d'accueil ayant besoin de nouveaux apports financiers pour financer les projets liés aux crises. Les organismes d'aide manquent en même temps de fonds. La communauté internationale commence à prendre conscience de ces besoins. La conférence *Soutenir la Syrie et la région*, organisée à Londres en février 2016, par exemple, a débouché sur des engagements d'accroissement de l'aide financière destinée aux réfugiés et aux communautés qui les accueillent. Il est impératif maintenant que ces engagements se traduisent par la fourniture d'une aide rapide et efficace sur le terrain.

<sup>5</sup>Rother *et al.* (à paraître), «*The Economic Impact of Conflicts in the Middle East and North Africa Region: Macroeconomic Effects, Policy Implications, and the Role of the IMF*».

## Région MOANAP : principaux indicateurs économiques, 2000–17

(Pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

	Moyenne 2000–12	2013	2014	2015	Projections	
					2016	2017
<b>MOANAP<sup>1</sup></b>						
PIB réel (croissance annuelle)	5,2	2,3	2,8	2,5	3,1	3,5
Solde des transactions courantes	9,5	10,0	5,5	-3,6	-6,9	-5,2
Solde budgétaire global	2,9	-0,3	-2,9	-9,2	-10,0	-8,2
Inflation (progression annuelle)	6,8	10,0	7,0	5,7	5,2	4,9
<b>Exportateurs de pétrole de la région MOANAP</b>						
PIB réel (croissance annuelle)	5,4	1,9	2,7	1,9	2,9	3,1
Solde des transactions courantes	13,9	15,0	8,9	-3,1	-8,0	-5,6
Solde budgétaire global	6,7	4,0	-0,6	-10,1	-11,6	-9,4
Inflation (progression annuelle)	7,5	10,4	5,8	5,3	5,0	4,0
<b>Dont : Conseil de coopération du Golfe (CCG)</b>						
PIB réel (croissance annuelle)	5,1	3,2	3,5	3,3	1,8	2,3
Solde des transactions courantes	17,1	21,3	14,5	-1,0	-7,0	-4,1
Solde budgétaire global	10,8	10,2	3,3	-9,9	-12,3	-10,8
Inflation (progression annuelle)	2,8	2,8	2,6	2,5	3,3	1,9
<b>Dont : hors Conseil de coopération du Golfe</b>						
PIB réel (croissance annuelle)	5,8	0,5	1,7	0,3	4,2	4,0
Solde des transactions courantes	9,1	4,1	-0,9	-6,9	-9,6	-8,0
Solde budgétaire global	2,6	-3,0	-5,0	-10,3	-10,9	-7,7
Inflation (progression annuelle)	12,5	19,0	9,5	8,6	7,0	6,4
<b>Importateurs de pétrole de la région MOANAP</b>						
PIB réel (croissance annuelle)	4,6	3,1	2,9	3,8	3,5	4,2
Solde des transactions courantes	-2,3	-5,1	-4,2	-4,6	-4,5	-4,6
Solde budgétaire global	-5,4	-9,4	-7,7	-7,3	-6,6	-5,7
Inflation (progression annuelle)	5,5	9,1	9,4	6,6	5,8	6,7
<b>Monde arabe</b>						
PIB réel (croissance annuelle)	5,5	3,0	2,2	2,8	2,7	3,2
Solde des transactions courantes	11,2	11,4	6,4	-4,5	-8,6	-6,5
Solde budgétaire global	4,2	1,3	-3,0	-11,2	-12,7	-10,5
Inflation (progression annuelle)	4,1	4,9	4,8	4,6	4,7	4,1

Sources : autorités nationales; calculs et projections des services du FMI.

<sup>1</sup> Les données relatives à la période 2011–17 excluent la République arabe syrienne.

Note : Les données se rapportent aux exercices indiqués pour les pays correspondants : Afghanistan (21 mars/20 mars) jusqu'en 2011 et 21 décembre/20 décembre par la suite, Iran (21 mars/20 mars) et Égypte et Pakistan (juillet/juin).

Pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP : Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Iran, Iraq, Koweït, Libye, Oman, Qatar et Yémen.

Pays du CCG : Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman et Qatar.

Pays exportateurs de pétrole hors CCG : Algérie, Iran, Iraq, Libye et Yémen.

Pays importateurs de pétrole de la région MOANAP : Afghanistan, Djibouti, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Mauritanie, Pakistan, Soudan, Syrie et Tunisie.

Monde arabe : Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Iraq, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maroc, Mauritanie, Oman, Qatar, Soudan, Syrie, Tunisie et Yémen.